

## *Journée d'étude*

# L'action publique territoriale face à l'incertitude : pratiques et adaptabilité des chercheurs et des praticiens

*Disciplines : aménagement, géographie, science politique, sociologie, urbanisme*

L'action publique s'insère aujourd'hui dans un paysage complexe ; de politiques publiques guidées avant tout par l'État, s'opère un glissement vers une action publique locale (Thoenig, 2005). Les rapports entre les États et les villes (Le Galès, 2011; Pinson, 2009; Epstein, 2013) se transforment, tandis qu'entre également une multitude d'acteurs dans le processus ; du secteur privé, associatif, habitants mais aussi des acteurs européens et internationaux. Les politiques de décentralisation et la compétition à l'échelle internationale entraînent l'accroissement de la concurrence entre les villes pour l'obtention de ressources. Par ailleurs, émerge la figure de l'expert dans une dynamique de technicisation forte des dispositifs d'action ; se multiplient les lois, règlements, circulaires et les normes ; « dans l'ordre politique, les élus, autrefois en prise directe, ont laissé la place aux experts. » (Lorrain, 2004). Les processus d'urbanisation et les activités économiques ont des impacts qui dépassent le cadre purement urbain, ce qui présente de nouveaux questionnements sur les mesures à adopter pour affronter ces enjeux (Brenner, 2013). Au final, « l'action publique se caractérise par du bricolage, de l'enchevêtrement de réseaux, de l'aléatoire, une multitude d'acteurs, des finalités multiples, de l'hétérogénéité, de la transversalité des problèmes, des changements d'échelle des territoires de référence. » (Lascoumes et alli, 2004).

S'ajoute à cette première strate de complexité, une transformation du rapport au temps dans la fabrication de la ville ; la pensée d'un futur prédictible entraîne une vision de la construction comme pérenne et irréversible. Ces dernières années, cette position se fissure au profit d'un futur et d'une conception du monde incertains. Réversibilité, flexibilité, mutabilité sont aujourd'hui des maîtres mots (Scherrer et Vanier, 2013; Fernandez-Agueda, 2013).

Ces évolutions sont visibles notamment dans l'émergence du projet urbain pensé comme « un processus démocratique, concerté, ouvert et indéterminé, (...) opposé au plan qui, lui, est

dénoncé comme le vecteur d'une domination du savoir expert, de la technocratie et du capital. » (Pinson, 2004, : 205). Ces projets sont souvent portés par l'espoir de rendre les espaces urbains suffisamment attractifs aux investisseurs et à l'installation des nouvelles populations (Florida, 2012). Malgré cette volonté d'ouverture, des formes d'opposition et ou de résistance peuvent s'ériger, notamment lorsque le cadre de vie se voit modifié (Giroud, 2007; Harvey, 2014)

Comment les différents acteurs territoriaux tentent-ils de faire face à ces multiples défis présentés par les transformations à la fois urbaines, économiques et sociétales ? Autrement dit, quel positionnement adoptent les acteurs territoriaux face à un contexte d'incertitude ?

Nous proposons aux doctorants, jeunes chercheurs et praticiens une journée d'étude qui pourrait s'articuler autour de ces trois axes :

- 1. Les acteurs de l'urbain dans la (re)définition de l'action territoriale.** Les projets urbains sont érigés souvent dans l'espoir de susciter le redéveloppement urbain et social, afin de contribuer à l'attractivité et compétitivité des territoires, souvent en perte de vitesse. Néanmoins, l'action publique, en reprenant une conception weberienne, se définit par le *sens* qu'elle vise (in Bourdin, 2015). Or, par la multiplicité et hétérogénéité d'acteurs, il pourrait exister différents sens, en fonction des caractéristiques et les différentes attentes des parties prenantes. Nous pouvons donc nous demander comment se structurent les rapports entre les différents acteurs, comment certaines idées réussissent à créer consensus ? ou au contraire, comment persistent des divergences ? Quelles ressources mobilisent ces acteurs pour faire adhérer les autres catégories d'acteurs à leur projet et diminuer les incertitudes ? Mais ces réponses à ces défis ne vont pas sans connaître des résistances, des controverses, elles peuvent surgir face aux incertitudes qui entourent l'impact de ces nouvelles technologies, à la fois sur le plan économique (quels bénéfices ? quels emplois ?), mais aussi dans une vision de plus long-terme, qu'est-ce qu'elles cherchent à apporter ? Comment les paysages sont-ils modifiés ? Comment sont-ils perçus par les différentes parties prenantes notamment par les habitants ?
- 2. La place de la recherche dans la diminution des incertitudes.** Le monde de la recherche est souvent à l'origine des innovations qui permettent de faire face aux défis environnementaux, les chercheurs en sciences sociales sont aussi amenés à participer à la production de connaissance sur les impacts, les perceptions, les résistances aux différents projets. Dans ce volet, nous offrons à la fois, l'opportunité de réaliser un travail rétrospectif sur la manière où la recherche concilie à la fois les demandes sociales et les exigences du monde scientifique. Comment les hypothèses de travail, la méthodologie, la

récolte de données sont-elles façonnées par les interactions avec des entreprises, des acteurs de terrain ? Comment se positionne-t-on ? Quels avantages à tirer de ce type de situation ? Quels inconvénients ? Comment sont surmontés ces « conflits » ?

3. **L'entrée de la réversibilité dans l'action publique.** L'incertitude liée à un changement de projection du futur, non plus comme une donnée facilement prédictible et linéaire mais comme un élément plus flou et chaotique pousse à redéfinir les contours de l'action publique. Entrent dans les processus de construction de la ville une reconsidération pour le réversible voire le temporaire comme éléments d'expérimentation laissant la possibilité de redéfinir, ensuite, les actions mises en place. Cet axe vise également à interroger la production et l'importation de modèles et « bonnes pratiques » comme nouvelles références et réduction des incertitudes.

Les propositions attendues seront de 500 mots maximum hors références.

### **Calendrier :**

Date limite d'envoi de proposition : **18 septembre**

Date de réponse : 16 octobre

**Jour J : 24 novembre**

### **Adresse courriel pour envoi des propositions de communications :**

[je-incertitude-LH@univ-lehavre.fr](mailto:je-incertitude-LH@univ-lehavre.fr)

**Lieu :** Université Le Havre Normandie, 25 rue Philippe Lebon, Le Havre, salle du conseil.

### **Organisateurs :**

Emile DEMOYER, doctorante en géographie, UMR IDEES 6266, Université Le Havre Normandie

Sarah DUBEAUX, doctorante CIFRE en géographie et aménagement du territoire, ENS Paris, AURH

Thibaut LANGLOIS, doctorant en géographie et aménagement du territoire, UMR IDEES 6266, Université Le Havre Normandie

Shirley MALGOUYRES, doctorante en géographie. UMR IDEES 6266, Université Le Havre Normandie

Catalina SANTANA BUCIO, doctorante en sociologie. UMR IDEES 6266. Université Le Havre Normandie.

## Comité scientifique :

BANOS Arnaud, Directeur de recherche CNRS

BERNARDOT Marc, PU Université Le Havre Normandie

BOPDA Athanase, PU Université Le Havre Normandie

BRENNETOT Arnaud, MCF Université de Rouen

CUNNINGHAM SABOT Emmanuèle, PU ENS Paris

DE VRIESE Muriel, MCF Université Le Havre Normandie

FERNANDEZ-AGUEDA Beatriz, Dr Université Polytechnique de Madrid

LECOQUIERRE Bruno, PU Université Le Havre Normandie

LOUBET Lilian, MCF Université Le Havre Normandie

OUKOLOFF Jessy, DGA Agence d'Urbanisme de la Région du Havre et de l'Estuaire de la Seine

SAJOUS Patricia, MCF Université Le Havre Normandie

STEINMETZ Hélène, MCF Université Le Havre Normandie

VIDAL Philippe, MCF Université Le Havre Normandie

## Bibliographie

Bourdin A., 2015, « L'action métropolitaine, version française », *Espaces et sociétés*, 160-161, 1, p. 173.

Brenner N., 2013, « Theses on Urbanization », *Public Culture*, 25, 1 69, p. 85-114.

Fernandez-Agueda B., 2013, « Urban Futures. The reversibility of decay », thèse de doctorat, Madrid, Universidad Politécnica de Madrid (UPM)

Giroud M., 2007, *Résister en habitant ? Renouvellement urbain et continuités populaires en centre ancien (Berriat Saint-Bruno à Grenoble et Alcântara à Lisbonne)*, Thèse de doctorat en géographie, Poitiers, Université de Poitiers.

Harvey D., 1989, « From Managerialism to Entrepreneurialism: The Transformation in Urban Governance in Late Capitalism », *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography*, 71, 1, p. 3-17.

Harvey D., 2014, *Villes rebelles: du droit à la ville à la révolution urbaine*, traduit par Demange O., Paris, Buchet Chastel.

Le Galès P., 2011, *Le retour des villes européennes: sociétés urbaines, mondialisation, gouvernement et gouvernance*, 2e éd. augmentée d'une préface inédite, Paris, Presses de sciences po, 486 p.

Lorrain D., 2004, « Les pilotes invisibles de l'action publique, le désarroi du politique ? », dans Lascoumes P., Le Galès P. (dirs.), *Gouverner par les instruments*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques (Gouvernances), p. 163 - 197.

Pinson G., 2009, *Gouverner la ville par projet : urbanisme et gouvernance des villes européennes*, Paris, Presses de Sciences Po.

Scherrer F., Vanier M., 2013, *Villes, territoires, réversibilités*, Paris, Hermann, 299 p.

